



RÈGLEMENT SUR LE DROIT DE CITÉ COMMUNAL

L'Assemblée communale

Vu :

La loi du 14 décembre 2017 sur le droit de cité fribourgeois (LDCF - RSF 114.1.) ;

Le règlement du 19 mars 2018 sur le droit de cité fribourgeois (RDCF – RSF 114.1.11) ;

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo – RSF 140.1) ;

Arrête

Article premier

Objet

Le présent règlement fixe les conditions d'acquisitions et de perte du droit de cité communal, la procédure ainsi que les émoluments y relatifs. Le droit fédéral et le droit cantonal sont réservés.

A. ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ COMMUNAL

Art. 2

Conditions

a) pour les personnes étrangères

Le droit de cité communal peut être accordé à une personne étrangère aux conditions suivantes :

- a) remplir les conditions du droit fédéral ;
- b) remplir les conditions générales et d'intégration ainsi que les autres conditions spécifiques liées à la résidence, au titre de séjour ou à l'âge prévues par le droit cantonal ;
- c) résider légalement sur le territoire communal depuis au moins trois années. Le Conseil communal peut exceptionnellement déroger à cette condition pour de justes motifs ;
- d) présenter une situation claire, sur le plan personnel, administratif ou professionnel et permettant de statuer en pleine connaissance de cause. La collaboration de la personne concernée peut être requise ;
- e) faire preuve d'une motivation positive et réelle à devenir citoyen suisse.

Art. 3 b) pour les personnes confédérés et fribourgeoises

Le droit de cité communal peut être accordé à une personne confédérée ou fribourgeoise aux conditions suivantes :

- a) remplir les conditions de résidence du droit cantonal ;
- b) résider légalement sur le territoire communal depuis au moins trois années. Le Conseil communal peut exceptionnellement déroger à cette condition pour de justes motifs ;
- c) être bien intégrée au sein de la commune ou démontrer un attachement particulier avec la commune ;
- d) présenter une situation claire, sur le plan personnel, administratif ou professionnel et permettant de statuer en pleine connaissance de cause.

B. PERTE DU DROIT DE CITÉ COMMUNAL

Art. 4 Libération du droit de cité communal

¹ La personne possédant plusieurs droits de cité de communes fribourgeoises peut demander la libération de son droit de cité communal pour autant qu'elle en conserve au moins un autre.

² La procédure de libération du droit de cité communal est régie par la loi sur le droit de cité fribourgeois.

C. PROCÉDURE

Art. 5	Naturalisation ordinaire a) autorité compétente
--------	--

¹ L'autorité compétente pour délivrer le droit de cité communal aux personnes étrangères, Confédérées ou Fribourgeoises est le Conseil communal.

² Il est compétent pour procéder à toutes les mesures d’instruction nécessaires et utiles au sens du code de procédure et de juridiction administrative pour rendre sa décision. A cet effet, la collaboration de la personne concernée peut notamment être exigée.

Art. 6 b) préavis de la Commission communale des naturalisations

¹Préalablement à la décision du Conseil communal, la Commission communale des naturalisations examine les dossiers et entend en principe les requérants. Elle peut renoncer à entendre toute personne requérante dont le dossier révèle une intégration parfaitement aboutie.

² La Commission a pour tâche de vérifier, en principe par l'audition, la réalisation des conditions de naturalisation.

³ Au terme de l'audition ou de l'examen du dossier, la Commission transmet son préavis au Conseil communal ainsi que le cas échéant le procès-verbal de l'audition, qui font partie intégrante du dossier.

⁴ Le préavis doit exposer les raisons pour lesquelles la Commission communale des naturalisations a considéré que les conditions de naturalisation sont ou ne sont pas réalisées.

⁵ L'audition et le préavis de la Commission communale des naturalisations des personnes Confédérées ou Fribourgeoises sont facultatifs, sauf décision contraire du Conseil communal.

Art. 7

c) décision

¹ Le Conseil communal statue après avoir reçu le préavis de la Commission communale des naturalisations. Dans le cas de personnes Confédérées ou Fribourgeoises, le Conseil communal statue directement, sauf s'il décide de les faire préalablement entendre par la Commission communale des naturalisations pour préavis.

² Une décision de refus d'octroi du droit de cité communal doit être motivée et donner les raisons pour lesquelles la demande est refusée.

³ Outre la motivation, la décision du Conseil communal doit contenir les indications suivantes :

- a) la composition du Conseil communal ;
- b) le nom de la personne ayant déposé la demande de naturalisation ou d'octroi du droit de cité communal ;
- c) le dispositif ;
- d) la date de la décision ;
- e) la signature du Syndic ou de la Syndique et du Secrétaire communal ou de la Secrétaire communale ;
- f) l'indication de la possibilité de recourir contre la décision auprès du Préfet, dans le délai légal de 30 jours dès la notification de la décision.

Art. 8

d) Retour du dossier au Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil

¹ Le dossier est retourné au Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil au plus tard dès l'entrée en force de la décision communale.

² La commune joint à son envoi la décision communale, le procès-verbal de l'audition et le préavis de la Commission.

Art. 9

Libération du droit de cité communal

¹ La demande de libération du droit de cité communal se fait au moyen d'une demande écrite comportant une brève motivation et accompagnée des documents d'état civil permettant de prouver les divers droits de cité de la personne requérante.

² Toute demande de libération du droit de cité communal doit être examinée par le Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil, pour vérification des droits de cité communaux de la personne requérante.

³ Le Conseil communal est comptent pour délivrer l'acte de libération du droit de cité communal. En cas de refus, la décision doit être motivée.

⁴ La décision de libération du droit de cité communal est communiquée en copie au Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil, en vue de la mise à jour du registre informatisé de l'état civil.

⁵ La procédure de libération du droit de cité communal est gratuite, en application de l'art. 48 LDCF.

D. COMMISSION COMMUNALE DES NATURALISATIONS

Art. 10 Désignation et composition

¹ La Commission communale des naturalisations comprend sept membres choisi-e-s parmi les citoyens actifs domicilié-e-s dans la commune.

² Au début de chaque législature, l'Assemblée communale élit les membres de la Commission communale des naturalisations, pour la durée de la législature.

³ Si aucune personne membre du Conseil communal n'est élue au sein de la Commission communale des naturalisations, un représentant ou une représentante du Conseil communal peut assister aux séances de la Commission, avec voix consultative.

E. ÉMOLUMENTS ADMINISTRATIFS

Art. 11 Emoluments administratifs

¹ Par dossier, les émoluments suivants sont perçus, sur la base du tarif annexé au présent règlement et qui en fait partie intégrante.

² En cas de retrait, de renvoi ou de rejet de la demande, l'émolument reste dû pour les étapes de la procédure effectuée.

³ La personne requérante dont la situation financière est difficile peut demander une réduction des émoluments. Le Conseil communal statue sur la réduction des émoluments.

⁴ Les émoluments sont exigibles sitôt la décision prise par le Conseil communal.

F. VOIE DE DROIT ET DISPOSITIONS FINALES

Art. 12 Voie de recours

Les décisions prises par le Conseil communal en matière d'octroi ou de libération du droit de cité sont sujettes à recours auprès du Préfet dans les 30 jours dès leur notification.

Art. 13 Droit transitoire

¹ Le règlement sur le droit de cité communal du 20 juin 2014 est applicable à toutes les demandes déposées avant le 1^{er} janvier 2018.

² Le présent règlement est applicable à toutes les demandes déposées dès le 1^{er} janvier 2018. Toutefois, pour toutes les demandes déposées entre le 1^{er} janvier 2018 et l'entrée en vigueur de ce règlement, les émoluments à percevoir ne doivent pas dépasser les montants prévus par le règlement communal sur le droit de cité du 20 juin 2014.

Art. 14

Entrée en vigueur et abrogation de l'ancien règlement

¹ Le présent règlement entre en vigueur au jour de son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

² Le règlement sur le droit de cité communal du 20 juin 2014 est abrogé à cette même date.

Ainsi adopté en Assemblée communale le 15 décembre 2020.

AU NOM DE L'ASSEMBLÉE COMMUNALE

La Secrétaire communale :



Le Syndic :

Ainsi approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le 15 SEP. 2021

Didier Castella

Conseiller d'Etat, Directeur



Annexe au règlement sur le droit de cité communal

CHAPITRE E – ART. 11

Emoluments administratifs

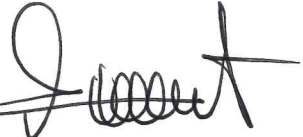
Par dossier, les émoluments suivants sont perçus :

Naturalisation ordinaire	Fr.
a) examen préalable du dossier	100.00 à 200.00
b) enquête complémentaire effectuée par la commune	50.00 à 150.00
c) cours d'instruction civique, documentation civique	50.00 à 150.00
d) audition et/ou préavis par la commission communale des naturalisations	150.00 à 500.00
e) décision du Conseil communal	100.00 à 200.00
f) montant de base pour les débours (téléphone, frais postaux, etc.)	20.00 à 30.00
g) analyse juridique particulière	120.-/heure

Naturalisation ordinaire pour les personnes de la deuxième génération	Fr.
a) examen préalable du dossier	50.00 à 100.00
b) enquête complémentaire effectuée par la commune	50.00 à 100.00
c) cours d'instruction civique, documentation civique	50.00 à 100.00
d) audition et/ou préavis par la commission communale des naturalisations	150.00 à 300.00
e) décision du Conseil communal	50.00 à 100.00
f) montant de base pour les débours (téléphone, frais postaux, etc.)	20.00 à 30.00
g) analyse juridique particulière	120.-/heure

Ainsi adopté en Assemblée le 15 décembre 2020

La Secrétaire communale :  :  AU NOM DE L'ASSEMBLÉE COMMUNALE

Le Syndic : 

Ainsi approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le 15 SEP. 2021


Didier Castella
Conseiller d'Etat, Directeur